



CHAPITRE 69

Loi modifiant la charte de la cité de Québec

[Sanctionnée le 21 février 1957]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunt autorisé.

1. Subordonnement à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité de Québec est autorisée à emprunter un montant n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars (\$750,000.00) pour des travaux publics qu'il est urgent d'exécuter, et / ou pour acheter les immeubles requis à cette fin, et la cité pourra émettre, par résolution ou règlement du conseil, des obligations portant intérêt à un taux approuvé par la Commission municipale de Québec, payable semi-annuellement remboursables par séries dans une période n'excédant pas quarante ans. Lesdites obligations pourront aussi être émises avec fonds d'amortissement.

Idem.

2. Il sera loisible à la cité d'emprunter à un taux d'intérêt approuvé par la Commission municipale de Québec, dans

CHAPTER 69

An Act to amend the charter of the city of Quebec

[Assented to, the 21st of February, 1957]

Preamble.

WHEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary, for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Loan authorized.

1. Subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city of Quebec is authorized to borrow an amount not exceeding seven hundred and fifty thousand dollars (\$750,000.00) for some public works urgently needed, and / or to purchase the immovables required for that purpose, and the city by by-law or resolution of its council, may issue bonds bearing interest at a rate approved by the Quebec Municipal Commission, payable half-yearly, redeemable in series within a period of not more than forty years. The said bonds may also be issued with a sinking-fund.

Idem.

2. The city may borrow at a rate of interest approved by the Quebec Municipal Commission, in all cases where

tous les cas où l'autorisation d'emprunter accordée par des lois spéciales antérieures, fixe un taux maximum moindre.

authorization to borrow granted by previous special acts fixes a lower maximum rate.

1929,
c. 95, a. 6,
remp.

3. L'article 6 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par les lois 12 George VI, chapitre 51, article 10; 14 George VI, chapitre 77, article 6, et 2-3 Elizabeth II, chapitre 65, article 8, est de nouveau remplacé par le suivant:

3. Section 6 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by the acts 12 George VI, chapter 51, section 10; 14 George VI, chapter 77, section 6, and 2-3 Elizabeth II, chapter 65, section 8, is again replaced by the following:

Division
en quar-
tiers:

"6. La cité se divise en huit quartiers, savoir: les quartiers Champlain, Saint-Jean-Baptiste, Montcalm, Saint-Roch, Saint-Sauveur-Est, Saint-Sauveur-Ouest, Limoilou-Ouest et Limoilou-Est; ces quartiers ont les limites suivantes:

"6. The city is divided into eight wards, namely: Champlain, Saint-Jean-Baptiste, Montcalm, Saint-Roch, Saint-Sauveur-East, Saint-Sauveur-West, Limoilou-West and Limoilou-East; such wards shall have the following boundaries:

Quartier
Cham-
plain;

Le quartier Champlain comprend toute cette partie de la haute-ville située en dedans des murs et toute cette partie de la basse-ville située à l'est d'une ligne tirée dans le milieu de la rue Saint-Roch, depuis le pied du cap jusqu'à la rivière Saint-Charles, et ce, jusqu'aux limites de la cité du côté de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery;

Champlain ward comprises all that portion of the upper town situated within the walls and all that portion of the lower town east of a line drawn in the centre of Saint-Roch street, from the foot of the cliff to the river Saint-Charles as far as the city limits adjoining the parish of Saint-Colomb de Sillery;

Quartier
Saint-
Jean-
Baptiste;

Le quartier Saint-Jean-Baptiste comprend tout l'espace qui est borné par le quartier Saint-Roch au nord, les murs de la ville à l'est, la cime du cap du fleuve Saint-Laurent au sud, et une ligne tirée du centre de la rue de Salaberry à l'ouest;

Saint-Jean-Baptiste ward comprises all the space bounded by Saint-Roch ward on the north, the walls of the city on the east, the summit of the cliff of the St. Lawrence river to the south, and a line drawn from the centre of De Salaberry street to the west;

Quartier
Mont-
calm;

Le quartier Montcalm comprend le territoire qui s'étend à l'ouest depuis la rue de Salaberry jusqu'aux limites de la cité et compris entre la cime du coteau Sainte-Geneviève du côté nord, et la cime du cap du fleuve Saint-Laurent et la paroisse de Sillery du côté sud;

Montcalm ward comprises the territory extending to the west from De Salaberry street to the city limits, included between the summit of the Sainte-Geneviève hill on the north side, and the summit of the St. Lawrence cliff and Sillery parish, on the south side;

Quartier
Saint-
Roch;

Le quartier Saint-Roch comprend la partie de la cité bornée à l'est par une ligne tirée au milieu de la rue Saint-Roch, au nord par le lit de la rivière Saint-Charles, à l'ouest par une ligne tirée au milieu du Boulevard Langelier, et au sud par la cime du cap;

Saint-Roch ward comprises that part of the city bounded to the east by a line drawn in the centre of Saint-Roch street, to the north by the bed of the river Saint-Charles, to the west by a line drawn in the centre of Boulevard Langelier, and to the south by the summit of the cliff;

Quartier
Saint-
Sauveur-
Est;

Le quartier Saint-Sauveur-Est est borné à l'est par le quartier Saint-Roch, au sud par la cime du coteau Sainte-Geneviève, à l'ouest par la rue Saint-Luc prolongée, et au nord par le lit de la rivière Saint-Charles;

Saint-Sauveur-East ward is bounded to the east by Saint-Roch ward, to the south by the summit of Sainte-Geneviève hill, to the west by the extension of Saint-Luc street and to the north by the bed of the river Saint-Charles;

Quartier
Saint-

Le quartier Saint-Sauveur-Ouest est borné à l'est par le quartier Saint-Sauveur-

Saint-Sauveur-West ward is bounded to the east by Saint-Sauveur-East ward, to

Sauveur-Ouest; Est, au sud par la cime du coteau Sainte-Geneviève, à l'ouest par l'Avenue du Saint-Sacrement, et au nord par le lit de la rivière Saint-Charles;

Quartier Limoilou-Ouest; Le quartier Limoilou-Ouest comprend cette partie de la cité située au nord de la rivière Saint-Charles à l'ouest de la Troisième Avenue et du Boulevard Benoît XV, jusqu'à la Vingt-deuxième Rue; de là vers l'est jusqu'à la Quatrième Avenue; de là vers le nord au delà de l'emprise du chemin de fer Canadien National; de là vers l'est et le nord en suivant l'alignement dudit chemin de fer jusqu'aux limites nord de la cité;

Quartier Limoilou-Est. Le quartier Limoilou-Est comprend cette partie de la cité située au nord de la rivière Saint-Charles à l'est de la Troisième Avenue et du Boulevard Benoît XV, au sud de la Vingt-deuxième Rue et à l'est de la Quatrième Avenue jusqu'à la limite sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National; de là, vers l'est et le nord en suivant l'emprise dudit chemin de fer jusqu'aux limites de la cité au nord et à l'est.

Comité administratif. Le comité administratif est composé du maire et de huit membres, dont un choisi parmi les échevins de chaque quartier.

Quorum. Le quorum du comité ainsi constitué sera de cinq membres et il exercera les pouvoirs et devoirs à lui conférés par l'article 185 de la présente charte et ses amendements."

1929, c. 95, aa. 15 et 16, rempl. 4. Les articles 15 et 16 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacés par la loi 9 George VI, chapitre 71, par la loi 14 George VI, chapitre 77, et 2-3 Elizabeth II, chapitre 65, article 9, sont de nouveau remplacés par les suivants:

Maire. "15. A compter des élections générales de novembre 1956, le maire est élu pour trois années, à la majorité des électeurs municipaux ayant voté. Il est le premier magistrat de la cité. Il la représente en toutes fonctions honorifiques.

Indemnité et dépenses. Le conseil est autorisé à fixer, par résolution, l'indemnité du maire à une somme n'excédant pas douze mille dollars (\$12,000.00) par année. La cité lui paiera de plus les dépenses inhérentes à sa charge sur production de comptes jusqu'à con-

the south by the summit of Sainte-Geneviève hill, to the west by Saint-Sacrement Avenue and to the north by the bed of the river Saint-Charles;

West ward;

Limoilou-West ward comprises that part of the city situated to the north of the river Saint-Charles, to the west of Third Avenue and Boulevard Benoît XV, as far as the Twenty-second Street; thence towards the east, to Fourth Avenue; thence towards the north beyond the right-of-way of the Canadian National Railways; thence towards the east and north, along the line of the said railway to the northern limits of the city;

Limoilou-West ward;

Limoilou-East ward comprises that part of the city situated to the north of the river Saint-Charles, to the east of Third Avenue and Boulevard Benoît XV, to the south of Twenty-second Street and to the east of Fourth Avenue as far as the southern limit of the right-of-way of the Canadian National Railways; thence towards the east and north, along the right-of-way of the said railway to the northern and eastern limits of the city.

Limoilou-East ward.

The administrative committee shall be composed of the mayor and eight members, one of whom shall be chosen among the aldermen of each ward.

Administrative committee.

The quorum of the committee so constituted shall be five members and it shall exercise the powers and duties conferred upon it by section 185 of this charter and its amendments."

Quorum.

4. Sections 15 and 16 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by the act 9 George VI, chapter 71; by the act 14 George VI, chapter 77, and 2-3 Elizabeth II, chapter 65, section 9, are again replaced by the following:

1929, c. 95, ss. 15 and 16, replaced.

"15. From and after the general elections of November, 1956, the mayor shall be elected for three years by the majority of the municipal electors who have voted. He shall be chief magistrate of the city and shall represent it on all state occasions.

Mayor.

The council is authorized to fix, by resolution, the indemnity of the mayor at a sum not exceeding twelve thousand dollars (\$12,000.00) per annum. Moreover, the city shall pay him the expenses inherent in his office, upon production of

Indemnity and expenses.

currence d'un montant maximum annuel de quatre mille dollars (\$4,000.00) en sus de certains frais de voyages et de représentation payés directement par la cité.

accounts up to a maximum annual amount of four thousand dollars (\$4,000.00), in addition to certain travelling expenses and the cost of official entertainment paid directly by the city.

Indemnité et dépenses des échevins.

"16. Le conseil est autorisé à fixer par résolution l'indemnité de chaque échevin à une somme annuelle n'excédant pas trois mille dollars (\$3,000.00) par année. Il recevra de plus le paiement des dépenses inhérentes à sa charge sur production de comptes jusqu'à concurrence d'un montant maximum annuel de mille cinq cents dollars (\$1,500.00) en sus de certains frais de voyages et de représentations payés directement par la cité."

"16. The council is authorized to fix, by resolution, the indemnity of each alderman at a sum not exceeding three thousand dollars (\$3,000.00) per annum. Moreover, he shall receive the payment of the expenses inherent in his office, upon production of accounts and up to a maximum annual amount of one thousand five hundred dollars (\$1,500.00) in addition to certain travelling expenses and the cost of entertainment paid directly by the city."

Indemnity and expenses of aldermen.

1929, c. 95, s. 194, remp.

5. L'article 194 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 7 de la loi 9 George VI, chapitre 71, est de nouveau remplacé par le suivant:

5. Section 194 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 7 of the act 9 George VI, chapter 71, is again replaced by the following:

1929, c. 95, s. 194, replaced.

Bureau de cotisation.

"194. 1. Le chef cotiseur et les cotiseurs seront nommés par un comité spécial appelé "le bureau de cotisation" et composé du maire, d'un membre du comité administratif nommé à cette fin par le conseil et du directeur des services. Ils resteront en fonction durant bon plaisir. Le bureau devra respecter les dispositions de l'article 27 de la loi 32 Victoria, chapitre 16.

"194. 1. The chief assessor and assessors shall be appointed by a special committee called the "assessment board" and consisting of the mayor, a member of the administrative committee appointed for such purpose by the council and the chief of services. They shall remain in office during pleasure. The board shall comply with the provisions of section 27 of the act 32 Victoria, chapter 16.

Assessment board.

Service.

2. Le chef cotiseur et les cotiseurs composent le service des cotiseurs. Le chef a les mêmes responsabilités et la même autorité qu'un chef de service.

2. The chief assessor and the assessors shall constitute the assessors' department. The chief assessor shall have the same responsibilities and the same authority as a head of a department.

Department.

Chef intérimaire.

3. Dans le cas d'absence ou d'incapacité d'agir, pour cause de maladie ou pour toute autre cause, le bureau de cotisation pourra nommer un chef intérimaire.

3. In the case of absence or inability to act, by reason of sickness or for any other cause, the assessment board may appoint a temporary chief assessor.

Temporary chief.

Partage du travail.

4. Le chef cotiseur détermine comment les cotiseurs doivent se partager le travail, toujours en respectant les dispositions de l'article 27 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, et prescrit de quelle façon ce travail doit être exécuté.

4. The chief assessor shall determine how the work will be divided amongst the assessors, always conforming to the provisions of section 27 of the act 32 Victoria, chapter 16, and shall prescribe in what manner such work shall be done.

Division of work.

Jurisdiction du chef.

5. Les cotiseurs sont entièrement soumis à la juridiction du chef cotiseur quant aux devoirs qu'ils ont à remplir, à leurs heures de travail et à toute autre règle

5. The assessors shall be under the exclusive jurisdiction of the chief assessor as to the duties which they are to fulfil, as to their working hours and as to all

Jurisdiction of chief.

d'administration interne qu'il plaira au chef de leur imposer.

Devoirs.

6. Les cotiseurs sont tenus de remplir les devoirs qui leur sont imposés par la présente charte."

1929,
c. 95,
a. 273,
remp.

6. L'article 273 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 9 de la loi 5 George VI, chapitre 72, et par la loi 13 George VI, chapitre 72, article 13, est de nouveau remplacé par le suivant:

Intérêt
sur taxes,
etc.

"273. L'intérêt sera payé à raison de cinq pour cent l'an sur toutes sommes exigées par la corporation pour toutes taxes quelconques non payées avant le premier novembre de chaque année de même que pour les comptes se rapportant à l'enlèvement de la neige. Si les comptes des redevances ci-dessus mentionnées n'ont pas été envoyés avant le premier novembre, l'intérêt ne courra qu'à compter de trente jours de l'envoi du compte. Quant aux autres comptes, l'intérêt courra à compter de trente jours de l'envoi du compte de l'année courante. Il sera exigé un intérêt de six pour cent l'an sur toute licence non payée dans les trente jours de l'exigibilité de ladite licence.

Escompte.

Tout contribuable qui paiera son compte de taxes avant le quinze octobre de chaque année, aura droit à un escompte n'excédant pas trois pour cent par année, calculé sur le nombre de jours entre la date du paiement et le premier novembre.

Idem.

Il sera loisible à la cité d'accepter des contribuables, entre le premier janvier et le trente avril de chaque année, des paiements par anticipation sur les taxes de l'année suivante, et les contribuables bénéficieront de l'escompte prévu à l'alinéa précédent.

Emploi
des
deniers
perçus.

L'argent ainsi perçu ne pourra être employé à d'autres fins que pour le rachat des bons du trésor.

Remise,
etc., pro-
hibée.

Aucune remise ou réduction de l'intérêt sur les sommes exigibles par la cité et non payées ne peut être faite.

Intérêt
sur verse-
ments.

Les versements annuels dus en vertu de la loi 25-26 George V, chapitre 82, modifiée par la loi 4 George VI, chapitre 25, article 9, porteront intérêt à cinq pour

other internal administration rules, which the chief assessor shall deem fit to impose on them.

6. The assessors shall be held to perform the duties which are imposed upon them by this charter."

Duties.

6. Section 273 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 9 of the act 5 George VI, chapter 72, and by section 13 of the act 13 George VI, chapter 72, is again replaced by the following:

1929,
c. 95,
s. 273,
replaced.

"273. Interest at the rate of five per cent per annum shall be payable on all sums exigible by the corporation for any taxes whatsoever not paid before the first day of November of each and every year, as well as for the accounts relating to snow removal. If the accounts for the aforementioned dues are not sent before the first of November, the interest shall be computed only from thirty days after the sending of the account. As regards other accounts, the interest shall be computed from thirty days from the sending of the account for the current year. Interest at six per cent per annum shall be charged on any license not paid within thirtdays from the date of its exigibility.

Interest
on taxes,
etc.

Every ratepayer who shall pay his tax account before the fifteenth of October of each year shall be entitled to a discount not exceeding three per cent per annum, computed on the number of days between the date of payment and the first of November.

Discount.

The city may accept from the ratepayers, between the first of January and the thirtieth of April of each year, payments in advance on the taxes for the following year, and the ratepayers so paying shall be entitled to the discount contemplated in the preceding paragraph.

Idem.

The money so collected shall not be employed for other purposes than the redemption of treasury notes.

Use of
sums
collected.

No remission or reduction of the interest on the amounts exigible by the city and unpaid may be made.

Remis-
sion, etc.,
pro-
hibited

The annual instalments due under the act 25-26 George V, chapter 82, as amended by the act 4 George VI, chapter 25, section 9, shall bear interest at five per

Interest
on instal-
ments.

cent à compter de la date de leur exigibilité."

cent, from the date of their becoming exigible."

1929,
c. 95,
a. 312a,
remp.

7. L'article 312a de la loi 19 George V, chapitre 95, tel qu'édicte par l'article 7 de la loi 15-16 George VI, chapitre 63, est remplacé par le suivant:

7. Section 312a of the act 19 George V, chapter 95, as enacted by section 7 of the act 15-16 George VI, chapter 63, is replaced by the following:

Oeuvre
des ter-
rains de
jeu.

"312a. La cité est autorisée à voter, chaque année un montant n'excédant pas soixante-quinze mille dollars (\$75,000.00) pour l'Oeuvre des Terrains de Jeux, dans les limites de son territoire."

"312a. The city is authorized to vote each year an amount not exceeding seventy-five thousand dollars (\$75,000.00) for work on playgrounds within its territorial limits."

1929,
c. 95,
a. 420,
remp.

8. L'article 420 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 10 de la loi 8 George VI, chapitre 47, est de nouveau remplacé par le suivant:

8. Section 420 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 10 of the act 8 George VI, chapter 47, is again replaced by the following:

Contri-
bution
pour
trottoirs.

"420. Si le propriétaire d'un terrain, tenu de faire un trottoir dans l'une des rues de la cité, offre à cette dernière de faire ce trottoir en pierre, ou en blocs d'asphalte, en asphalte ou en ciment, le tout sur une fondation en béton d'au moins quatre pouces d'épaisseur, dans ce cas, si l'ingénieur de la cité a autorisé et accepté telle confection, la cité remboursera audit propriétaire la moitié du coût ou de la valeur de ces travaux pourvu que, cependant, dans aucun cas la cité ne soit appelée à payer plus que deux dollars par verge carrés, pour sa part du coût ou de la valeur."

"420. If the proprietor of land who is bound to make a sidewalk in any street of the city offers the latter to make the sidewalk in stone, in asphalt blocks, in asphalt or in cement, the whole upon a concrete foundation at least four inches thick, in such case, if the city engineer has authorized and accepted the same, the city shall repay to the said proprietor one-half of the cost or of the value of the said work; provided, however, that the city shall in no case be called upon to pay more than two dollars per square yard for its share of the cost or value."

1929,
c. 95,
a. 511,
remp.

9. L'article 511 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par les lois 8 George VI, chapitre 47, article 11, et 12 George VI, chapitre 51, article 20, est de nouveau remplacé par le suivant:

9. Section 511 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by the acts 8 George VI, chapter 47, section 11, and 12 George VI, chapter 51, section 20, is again replaced by the following:

Intro-
duction
de l'eau,
etc.

"511. La cité pourra introduire l'eau de la cité et le drainage dans toutes les rues de la cité où le revenu de l'eau égalera au moins six pour cent du coût de l'introduction de l'eau et du drainage."

"511. The city may introduce drains and water from the waterworks into all the streets of the city in which the revenue from the water shall equal at least six per cent of the cost of the introduction of the drains and water."

Applica-
tion.

Le présent article s'applique lorsque la cité décide de remplacer des tuyaux d'aqueduc ou de drainage pourvu cependant, que le montant annuel de quatre cent mille dollars édicté ci-dessous ne soit jamais dépassé."

This section shall apply whenever the city may decide to replace the waterworks pipes or the drainage pipes provided, however, that the annual amount of four hundred thousand dollars hereinafter prescribed be never exceeded."

1929,
c. 95,
a. 512,
remp.

10. L'article 512 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par les lois 12 George VI, chapitre 51, article 20; 13 George VI, chapitre 72, article 14, et 2-3 Elizabeth II, chapitre 65, article 15, est de nouveau remplacé par le suivant:

Emprunt
autorisé.

"512. Pour les fins de l'article 511, la cité est autorisée à emprunter annuellement, sur résolution de son conseil, une somme n'excédant pas quatre cent mille dollars."

1929,
c. 95,
a. 563,
remp.

11. L'article 563 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 12 George VI, chapitre 51, article 27, et 1-2 Elizabeth II, chapitre 64, article 17, est de nouveau remplacé par le suivant:

Traite-
ments.

"563. Le traitement des juges de la Cour municipale de la cité de Québec est fixé à douze mille dollars (\$12,000.00) par année chacun, payable mensuellement par paiements égaux, à même les fonds de la cité, et ce à compter du premier janvier 1957."

1951-52,
a. 63,
a. 22, ab.

12. L'article 22 de la loi 15-16 George VI, chapitre 63, est abrogé.

Cession
autorisée.

13. La cité est autorisée à céder à Léopold Jolicœur une partie du lot 415 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord, soit une superficie de 118,800 pieds carrés, mesure anglaise, en échange de trois lisières de terrain ayant une superficie totale de 154,250 pieds carrés, mesure anglaise, et faisant partie du lot 416 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord.

Disposi-
tion dé-
claratoire.

14. La cité a toujours été autorisée à faire un contrat avec le propriétaire du lot 435-546 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord, afin de faire disparaître la mitoyenneté du mur de séparation entre l'immeuble ci-dessus mentionné et le lot 435-545 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord.

Évalua-
tion fixe.

15. Nonobstant toute loi antérieure, l'évaluation des immeubles situés dans toute cette partie de la zone industrielle Saint-Malo, limitée à l'ouest par le boulevard Saint-Sacrement, au nord et à l'est

10. Section 512 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by the acts 12 George VI, chapter 51, section 20; 13 George VI, chapter 72, section 14, and 2-3 Elizabeth II, chapter 65, section 15, is again replaced by the following:

"512. For the purpose of section 511, the city is authorized to borrow each year, by resolution of its council, a sum not to exceed four hundred thousand dollars."

11. Section 563 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by the acts 12 George VI, chapter 51, section 27, and 1-2 Elizabeth II, chapter 64, section 17, is again replaced by the following:

"563. The salary of the judges of the Municipal Court of the city of Quebec shall be twelve thousand dollars (\$12,000.00) per annum, each, payable monthly in equal instalments out of the funds of the city, starting from the first of January, 1957."

12. Section 22 of the act 15-16 George VI, chapter 63, is repealed.

13. The city is authorized to transfer to Léopold Jolicœur a part of lot 415 of the official cadastre for the parish of Saint-Roch Nord, namely an area of 118,800 square feet, English measure, in exchange for three strips of land of a total area of 154,250 square feet, English measure, and forming a part of lot 416 of the official cadastre for the parish of Saint-Roch Nord.

14. The city has always been authorized to make an agreement with the owner of lot 435-546 of the official cadastre for the parish of Saint-Roch Nord, to do away with the joint ownership of the dividing wall between the above mentioned immovable and lot 435-545 of the official cadastre for the parish of Saint-Roch Nord.

15. Notwithstanding any previous act, the valuation of the immovables situated in the whole of the portion of the Saint-Malo industrial zone, bounded to the west by Saint-Sacrement Boulevard,

par la voie des chemins de fer et au sud par la falaise, sera, pour fins de taxation municipale et scolaire, fixée de la façon suivante:

Périodes. a) Pour l'exercice financier 1957-1958 et pour chaque exercice subséquent jusqu'à celui de 1963-64 inclusivement, soit pour une période de sept ans, ladite évaluation des immeubles situés dans ladite partie de ladite zone, sera augmentée d'un montant égal à un septième de la différence entre l'évaluation inscrite au rôle de 1952-55 et celle apparaissant au rôle pour la période de 1955-1958, telle que fixée par le bureau de revision des évaluations de la cité, de façon qu'au début de l'exercice 1963-1964 elle ait atteint le montant inscrit au rôle d'évaluation de 1955-1958.

Immeuble vendu. La présente disposition ne s'applique pas aux immeubles qui seront vendus, sauf s'ils le sont à une société ou compagnie dans laquelle le vendeur a un intérêt majoritaire ou sauf dans le cas de vente à un tiers si le conseil de la cité y consent par résolution.

Immeuble loué. Elle ne s'applique pas non plus à aucune partie d'immeuble louée pour des fins non industrielles, sauf si le locataire est une société ou compagnie dans laquelle le propriétaire de l'immeuble détient un intérêt majoritaire.

Exception. Elle ne s'applique pas enfin à cette partie du lot numéro deux mille quatre cent soixante-dix-huit (2,478) aux plan et au livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur, cité de Québec, comprise entre les lettres A, B, C, D, A sur le plan préparé par Antonio Trottier, arpenteur-géomètre, daté du 20 novembre 1946 et annexé à l'acte de vente par la cité de Québec à Wolsey of Canada Limited reçu devant Charles Delagrave, notaire, le 15 octobre 1947 sous le numéro 21,001 de ses minutes et enregistré à Québec le 4 novembre 1947 sous le numéro 319,376.

Restriction. b) Le présent article ne s'appliquera pas aux constructions érigées dans ladite partie de ladite zone après le premier mai 1947.

Prix de déneigement. c) Le prix du service de l'enlèvement de la neige sera calculé d'après la valeur

to the north and east by the railroad and to the south by the cliff, shall be fixed, for the purposes of municipal and school taxes, as follows:

Periods. a. For the fiscal year 1957-58 and for each subsequent fiscal year up to that of 1963-64 inclusive, namely for a period of seven years, the said valuation of the immoveables situated in the said portion of the said zone shall be increased by an amount equal to one-seventh of the difference between the valuation entered on the roll for the period of 1952-1955 and the value entered on the roll for the period of 1955-1958 as fixed by the board of revision of valuations of the city, so that at the beginning of the fiscal year 1963-1964, such valuation will have reached the amount entered on the valuation roll of 1955-1958.

This provision does not apply to immoveables that shall be sold, unless such sale is made to a firm or company in which the vendor has a majority interest or except the case of sale to a third party, if the council of the city consents thereto by resolution.

It does not apply either to any part of immoveable rented for purposes other than industrial, except if the tenant is a firm or society in which the owner of the immoveable is holding a majority interest.

It does not apply finally to that part of the lot number two thousand four hundred and seventy-eight (2,478) on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint-Sauveur, city of Quebec, comprised between the letters A, B, C, D, A on the plan prepared by Antonio Trottier, land-surveyor, under date of the 20th of November, 1946, and annexed to the deed of sale by the city of Quebec to Wolsey of Canada Limited, executed before Charles Delagrave, notary, on the 15th of October, 1947 under number 21,001 of his minutes, and registered, in Quebec, on the 4th of November, 1947 under number 319,376.

Restriction. b. This section shall not apply to the buildings erected in the said portion of the said zone after the first of May, 1947.

c. The price of the snow removal service shall be computed in accordance **Price of snow removal.**

réelle inscrite au rôle d'évaluation, conformément au paragraphe 154 de l'article 336 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 67, et sans tenir compte du paragraphe *a* ci-dessus.

Contrat
ratifié.

d) Le contrat intervenu entre la cité de Québec et Pik Mills Ltd, reçu devant Charles Delagrave, notaire, le 5 juillet 1949 et enregistré à Québec sous le numéro 336,659 est ratifié à toutes fins que de droit en ce qui concerne l'évaluation du terrain faisant l'objet dudit contrat; l'évaluation dudit terrain pour fin de taxation municipale et scolaire a toujours été et sera celle fixée par ledit contrat jusqu'à l'exercice financier 1959-1960 inclusivement. Pour l'exercice financier 1960-1961 et pour chaque exercice subséquent jusqu'à celui de 1963-1964 inclusivement, soit pour une période de quatre ans, l'évaluation dudit terrain sera augmentée d'un montant égal au quart de la différence entre l'évaluation inscrite au rôle de 1952-1955 et celle apparaissant au rôle de 1955-1958, telle que fixée par le bureau de revision des évaluations de la cité, de façon qu'au début de l'exercice 1963-1964, elle ait atteint le montant inscrit au rôle d'évaluation de 1955-1958.

with the real value as entered on the valuation roll, in conformity with paragraph 154 of section 336 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by section 1 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 67, and without taking into account the foregoing paragraph *a*.

Contract
ratified.

d. The contract concluded between the city of Quebec and Pik Mills Ltd, executed before Charles Delagrave, notary, on the 5th of July, 1949 and registered in Quebec, under number 336,659, is ratified for all legal purposes with regard to the valuation of the land being the subject of the said contract; the valuation of the said land for purposes of municipal and school assessment has always been and shall be that fixed by the said contract until the fiscal year 1959-1960 inclusively. For the fiscal year 1960-1961 and for every subsequent fiscal year up to that of 1963-1964 inclusively, more precisely for a period of four years, the valuation of the said land shall be increased by a sum equal to the quarter of the difference between the valuation entered on the roll of 1952-1955 and that appearing on the roll 1955-1958, such as fixed by the board of revision of valuation of the city, so that, at the outset of the fiscal year 1963-1964, such valuation has amounted to the sum entered on the valuation roll of 1955-1958.

1953-54,
c. 65,
a. 24,
remp.

16. L'article 24 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 65, est remplacé par le suivant:

16. Section 24 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 65, is replaced by the following:

1953-54,
c. 65,
s. 24,
replaced.

Approba-
tion.

"24. Dans tous les cas où un règlement est assujéti à l'approbation des électeurs, propriétaires d'immeubles imposables, ce règlement devra, avant d'entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"24. In all cases where a by-law is subject to approval of the electors who are proprietors of taxable immoveables, such by-law, before coming into force and becoming enforceable, shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval.

Assem-
blée pu-
blique.

Dans les dix jours de l'adoption d'un tel règlement par le conseil municipal et avant qu'il soit soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le greffier de la cité devra convoquer une assemblée publique des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, par avis public indiquant le lieu, le jour et l'heure fixés par le conseil pour la tenue de cette assemblée.

Within ten days of the adoption of such by-law by the municipal council and before it be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the city clerk shall call a public meeting of the municipal electors who are proprietors of taxable immoveables, by a public notice indicating the place, day and hour fixed by the council for holding such meeting.

Public
meeting.

Présidence. Celle-ci est présidée par le maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des échevins.

Procédure. Le greffier du conseil, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement et le soumet aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée cent électeurs propriétaires inscrits au rôle d'évaluation demandent que le règlement d'emprunt soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour de la votation sur ce règlement, à une date appropriée, dans les quarante jours suivants.

Approbation. Dans le cas où la votation n'aura pas ainsi été demandée, le règlement sera considéré approuvé."

Corporation du Lac Saint-Charles. 17. A compter du premier janvier 1957, la cité de Québec paiera, chaque année le premier juillet, à la corporation du Lac Saint-Charles une somme de quatre cents dollars, pour tenir lieu de toutes taxes municipales générales et spéciales; et aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Lac Saint-Charles, une somme de onze cents dollars pour toutes taxes et contributions scolaires.

Édifices autorisés. 18. Nonobstant toute loi, règlement ou restriction à ce contraire, et avec l'approbation préalable du ministre des affaires municipales, il sera permis d'ériger sur les terrains désignés comme le numéro 227-367 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, cité de Québec, ainsi que sur une partie non subdivisée dudit lot numéro 227 contigüe au côté est du lot numéro 227-363 du même cadastre comportant trois cents (300) pieds de front sur le chemin Saint-Louis par quatre cents (400) pieds de profondeur, des édifices destinés à servir exclusivement de siège social à deux compagnies d'assurance, et cela aux conditions suivantes:

Conditions. a) Les édifices devront être situés à au moins cent (100) pieds et pas plus de trois cents (300) pieds du chemin Saint-Louis, faisant front sur ledit chemin, et la partie latérale ouest des édifices à pas

The latter shall be presided over by the mayor or acting-mayor or, in their absence, by one of the aldermen.

The clerk of the council, acting as secretary for the meeting, shall read the by-law and submit it to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, before one hour has elapsed since the opening of the meeting one hundred of the elector-proprietors entered on the valuation roll request that the loan by-law be submitted for approval to the municipal electors who are proprietors of taxable immoveables, the chairman of the meeting shall fix the day for voting on such by-law, on a suitable date, within the following forty days.

In the case where the voting shall not have been requested, the by-law shall be deemed approved."

17. As from the first of January, 1957, the city of Quebec shall pay, each year on the first of July, to the corporation of Lac Saint-Charles, a sum of four hundred dollars as all general and special municipal taxes; and, to the school commissioners for the municipality of Lac Saint-Charles, a sum of eleven hundred dollars for all school taxes and assessment.

18. Notwithstanding any law, by-law or restriction to the contrary, and with the previous approval of the Minister of Municipal Affairs, there may be erected on the pieces of ground designated as the number 227-367 of the official cadastre for the parish of Saint-Colomb de Sillery, city of Quebec, as well as on a not subdivided part of the said lot number 227, next to the eastern side of the lot number 227-363 of the same cadastre, comprising a frontage of three hundred (300) feet on Saint-Louis road by a depth of four hundred (400) feet, buildings intended to be used exclusively as the head office of two insurance companies, and this to the following conditions:

a. The buildings must be situated at, at least one hundred (100) feet and not more than three hundred (300) feet from Saint-Louis road, fronting on the said road, and the western side part of such

moins de cent cinquante (150) pieds de l'Avenue de Laune;

b) Dans une zone de cent (100) pieds en front de chaque édifice et du côté de l'Avenue de Laune sur une distance de cent cinquante (150) pieds, il ne devra y avoir aucun stationnement et cette zone devra être embellie de gazon et d'arbres d'ornementation;

c) Aucun édifice ne devra avoir plus de deux étages en plus du sous-sol;

d) Le total de la largeur des cours latérales devra être de cent (100) pieds; la plus petite ne pourra être inférieure à trente (30) pieds;

e) Il n'y aura aucun accès pour livraison ou pour entrée de garage du côté de l'Avenue de Laune et la clôture métallique en bordure de ladite avenue le long du lot numéro 227-367 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, cité de Québec, demeurera aussi longtemps que l'exigera la Commission des Champs de Bataille Nationaux;

f) Aucun édifice ne devra occuper plus de vingt-cinq (25%) pour cent de la superficie totale du lot où il sera érigé;

g) Le projet de chaque édifice, quant aux façades extérieures, devra être soumis à la commission d'urbanisme avant l'approbation finale des plans;

h) Aucun panneau-réclame ou enseigne, de quelque nature que ce soit, ne pourra être placé sur ces édifices ou sur les terrains sans l'approbation préalable de la commission d'urbanisme qui pourra en déterminer la nature, le genre et les dimensions;

i) Le paragraphe c de l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 68, est abrogé.

Entrée en
vigueur.

19. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

buildings at not less than one hundred and fifty (150) feet from l'Avenue de Laune;

b. In a zone of one hundred (100) feet on the frontal part of each building and, on the side of l'Avenue de Laune, for a distance of one hundred and fifty (150) feet, shall not be allowed any parking and that zone must be improved by greensward and ornamental trees;

c. No building must have more than two storeys over and above the basement;

d. The total width of the side courtyards shall be of one hundred (100) feet; the smallest one thereof must not be less than thirty (30) feet;

e. There must be no approach for delivery of goods or for garage entrance on the side of l'Avenue de Laune and the metallic fence running along the said avenue lengthwise of the lot number 227-367 of the official cadastre for the parish of Saint-Colomb de Sillery, city of Quebec, shall remain as long as required by the National Battlefields Commission;

f. No building shall occupy more than twenty-five (25%) per cent of the total area of the lot upon which it is to be erected;

g. The preliminary design of each building, as to the outside facades, must be submitted to the town-planning commission, before the final approval of the plans;

h. No advertisement-boarding or sign-board, of any kind whatsoever, shall be placed on those buildings or upon the plots of land, without the previous approval of the town-planning commission which may determine the nature, the type and the dimensions thereof;

i. The paragraph c of section 1 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 68, is repealed.

19. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force